« Mesures contre les juifs prises par l'autorité allemande »

Danielle Delmaire

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tsafon/462>

DOI : 10.4000/tsafon.462

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 159-164

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Danielle Delmaire, « « Mesures contre les juifs prises par l'autorité allemande » », *Tsafon* [En ligne], 72 | 2016, mis en ligne le 31 mai 2018, consulté le 25 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/462> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.462>

Édition : Histoire de la Shoah

**« Mesures contre les juifs
prises par l'autorité allemande »**

Danielle Delmaire*

Le document reproduit dans ces pages n'est autre qu'un laconique rapport sur la rafle du 11 septembre 1942 qui décima les communautés juives du Nord et du Pas-de-Calais. Il couvre le recto d'une seule feuille et ne s'étale que sur 26 lignes ! C'est bien peu pour rapporter un événement qui anéantit les communautés juives du Nord et du Pas-de-Calais et envoie plusieurs centaines d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards à la mort. Ce laconisme rejoint le cynisme.

La publication de ce document, appartenant aux Archives départementales du Nord sous la cote : 1 W 1844, complète l'excellent article de Monique Heddebaut, paru dans un précédent numéro, qui relate le déroulement du sauvetage de quelques dizaines de juifs, par les cheminots de la gare de Lille-Fives, alors qu'ils se trouvaient sur le quai où les attendait un train de la déportation vers l'extermination à Auschwitz¹.

* Université Charles de Gaulle – Lille 3.

¹ Monique Heddebaut, « Sans armes face à la rafle du 11 septembre 1942 (dans la « Zone rattachée » à Bruxelles) », *Tsafon*, n° 70, automne 2015 – hiver 2016, pp. 119-167. Cet article a fait l'objet d'une publication à part. Une allusion à ce rapport apparaît brièvement dans le livre de Grégory Célerse, *Sauvons les enfants. Une histoire du comité lillois de secours aux juifs*, Lille, Les Lumières de Lille, 2016, p. 66, ouvrage très contestable, lire la recension dans notre rubrique « À travers les livres ».

Rapport du commissaire de police de Lille, 11 septembre 1942

Archives départementales du Nord : 1 W 1844

Je remercie David Bugajski, rescapé de la rafle du 11 septembre 1942, d'avoir attiré mon attention sur ce document

VILLE DE LILLE
COMMISSARIAT CENTRAL
DE POLICE
N° 1.604 E
DESTINATAIRES
1. LE PREFET REGIONAL DE LILLE (Cabinet)
2. L'INTENDANT DE POLICE DE LA REGION DE LILLE
3. LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE A LILLE
4. LE COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE AUX RENSEIGNEMENTS GENERAUX A LILLE
5. LE COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE A LA SECURITE PUBLIQUE A LILLE
6. LE MAIRE DE LILLE

Lille, 11 SEPTEMBRE 1942
PREFECTURE DU NORD
12 SEP 1942
ARRIVEE

LE COMMISSAIRE CENTRAL DE POLICE,
à Monsieur LE PREFET REGIONAL DE LILLE (Cabinet)

OBJET: Mesures contre les juifs prises par l'autorité allemande.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que conformément aux instructions qu'il m'avait données hier, dans le courant de l'après-midi, j'ai mis ce matin à 4 heures, à la disposition de M. le Commandant de la Feldgendarmerie de la Ortskommandantur 914, 5 gradés et 100 gardiens de la paix.

Ces gradés et gardiens ont été chargés par l'autorité allemande de surveiller les immeubles dans lesquels des juifs étaient domiciliés, à l'effet d'empêcher l'entrée et la sortie dans les immeubles en question, jusqu'à l'intervention de la Feldgendarmerie allemande, qui a procédé dans le courant de ce jour à l'arrestation d'un certain nombre de personnes de race juive, hommes, femmes et enfants.

Les personnes arrêtées ont été conduites au fur et à mesure à la Feldgendarmerie de la Ortskommandantur; elles auraient ensuite été dirigées vers la gare St Sauveur pour être embarquées dans un train.

Les opérations en question ayant été effectuées uniquement par la Feldgendarmerie, il ne m'a pas été possible de connaître le nombre de personnes arrêtées.

Il m'a été signalé qu'un vieillard le nommé PRINO Gerszon, 83 ans, domicilié 30 rue d'Amiens et une infirme FRYDMAN Denise, 17 ans, domiciliée 183 rue de Paris à Lille avaient été laissés en liberté, le premier en raison de son âge, la seconde à cause de son état de santé. Tous deux ont été admis à l'hospice des incurables de St André.

Aucun incident n'a été porté à ma connaissance.

LE COMMISSAIRE CENTRAL DE POLICE,

Police Nationale
Commissaire
VILLE (Nord)

L'auteur et les destinataires du rapport

Le rapport est rédigé par le « commissaire central de police » sur la place de Lille qui le destinait prioritairement au « préfet régional de Lille ». Il s'agit du préfet Fernand Carles qui occupa son poste de 1936 à 1944. Durant la guerre, il fut particulièrement hostile à la Résistance communiste. En revanche, son épouse, d'origine juive, aida les secours en faveur des juifs. Le 2 septembre 1944, lors de la libération de la ville de Lille, il fut arrêté par le nouveau commissaire de la République, Roger Verlomme, qui prit alors possession de la préfecture. Carles mourut en détention, le 23 avril 1945, dans des conditions restées obscures.

Un autre représentant du pouvoir civil est destinataire du rapport : le procureur de la République, alors qu'en 1942, l'État français avait remplacé la République. Le maire de Lille l'a également reçu, il s'agit de Paul Dehove, imposé par le gouvernement de Vichy, qui dirigea la ville de 1940 à 1944.

Les trois autres destinataires appartiennent aux forces de police ou de la sécurité. Ce rapport n'est nullement adressé aux forces occupantes, ce qui ne signifie pas que les Allemands n'ont pas eu connaissance du déroulement de la rafle par d'autres sources de renseignement.

L'objet du rapport et sa date

Son titre : « Mesures contre les juifs prises par l'autorité allemande », édulcore les événements qu'il relate car il ne s'agit pas de banales mesures d'exclusion mais d'arrestations qui laissaient présager le pire. Les juifs eux-mêmes avaient de sombres pressentiments puisque certains tentèrent d'échapper à la rafle et les cheminots, qui auraient pu être de simples spectateurs d'un transport d'indésirables, avaient vite compris qu'il était urgent de sauver le maximum de personnes.

Quant à la date, le rapport est rédigé le jour même de la rafle qui pourtant dura plusieurs heures. Le préfet fut donc rapidement mis au courant puisque le tampon d'arrivée indique le 12 septembre 1942. Le 11 septembre 1942 était la veille du nouvel an juif, jour de fête et de réunion de familles.

La rafle

Le commissaire de police fut prévenu dès la veille, le 10 septembre, par les Allemands qui le sollicitèrent pour mettre « à la disposition de M. le Commandant de la Feldgendarmerie de la Ortskommandantur 914, 5 gradés et 100 gardiens de la paix ». Des fuites auraient donc pu se produire, de la part de policiers qui auraient pu prévenir des cheminots. En effet, dès le matin du 11 septembre, en gare, des syndicalistes et/ou des résistants se mobilisèrent pour procéder au sauvetage des juifs. Certains étaient au courant². D'autre part, quelques familles furent averties d'un danger imminent, ce qui permit, par exemple, à Léon Leser de placer des enfants au patronage du Buisson, à Marcq-en-Barœul, près de Lille, juste avant la rafle³.

Mobilisés dès 4 heures, les gardiens de la paix procédèrent à la surveillance des demeures juives, très tôt, ce que confirment les témoignages que j'ai pu recueillir précédemment⁴.

La police française n'opéra pas les arrestations mais elle agit sur ordre de « l'autorité allemande ». Ce fut la « Feldgendarmerie allemande qui a procédé dans le courant de ce jour à l'arrestation d'un certain nombre de personnes de race juive ». Autrement dit, la police française aida la Feldgendarmerie allemande en surveillant les domiciles des juifs afin qu'aucun ne puisse échapper et afin que la rafle soit une réussite complète. Finalement, si quelques juifs purent se soustraire à la rafle, ce n'est guère grâce à l'aide de la police française mais plutôt grâce à l'action des cheminots sur le quai de la déportation. En ce jour du 11 septembre 1942, la police française a bien collaboré avec l'occupant nazi dans sa sinistre besogne de déportation des juifs voués à l'extermination. Certes, les policiers ignoraient la destination finale des personnes arrêtées et, certes, quelques-uns d'entre eux ont pu être à l'origine de fuites qui informèrent les cheminots, mais les autorités de la police française acceptèrent de se mettre à la disposition des Allemands pour rafler les juifs. Ce rapport montre la collaboration de la police française dans la déportation des juifs, même si, comme le souligne le commissaire

² Monique Heddebaut, *op. cit.*

³ Lire Danielle Delmaire, « La rafle de Roch hachana, 11 septembre 1942 », *Tsafon*, n° 9-10, été – automne 1992, pp. 15-38 et plus particulièrement les pp. 22 à 26 où figurent les témoignages de Léon Leser et de son fils Edgar.

⁴ *Idem.*

central : « Les opérations en question [ont] été effectuées uniquement par la Feldgendarmerie ... ».

Il faut aussi mettre en évidence le double jeu du préfet qui accepte les exigences de l'occupant, mais dont la femme, M^{me} Carles, d'origine juive couvrit les actes de soutien aux juifs.

En outre, le déploiement des forces est impressionnant. Pour arrêter environ 500 personnes, 100 gardiens de la paix et 5 gradés furent mobilisés, soit un policier français pour 5 juifs ! La présence de ces policiers français explique la discordance entre les témoignages quant aux acteurs de la rafle. Les uns évoquent la présence de la police française, les autres n'ont remarqué que les Allemands⁵.

Les déportés et leur sort

Le commissaire de police ne put avoir connaissance du « nombre de personnes arrêtées » aussi se contenta-t-il d'évoquer un très vague : « certain nombre de personnes de race juive ». Seuls un vieillard invalide et une infirme furent exclus de la rafle⁶. Leur mauvais état de santé pouvait laisser croire qu'ils auraient été inutiles pour un travail forcé à l'Est. Ce qui pouvait, éventuellement, endormir la méfiance des personnes arrêtées. Pourtant des enfants, incapables de travailler, étaient bien destinés à la déportation.

Le commissaire de police paraît peu au fait du sort réservé aux raflés. Il écrit au conditionnel : « elles auraient ensuite été dirigées vers la gare St Sauveur pour être embarquées dans un train », sans qu'il puisse, également, préciser la destination du train. La police française, auxiliaire des nazis, semble donc ignorer le but des arrestations et le sort réservé aux raflés.

En réalité, quelques personnes arrêtées ont pu être acheminées vers la gare Saint-Sauveur peu éloignée de la gare de Fives où se trouvait le dépôt des machines pour la formation des trains. Mais c'est en la gare de Fives que furent rassemblées toutes les personnes arrêtées et c'est là que le sauvetage de quelques-unes a pu avoir lieu grâce au sang-froid et au courage de cheminots⁷.

⁵ *Idem*.

⁶ La mise en liberté de Denise Frydman m'a été confirmée par Maurice Baran- Marszak, lui même enfant sauvé sur le quai de la gare par l'employée de ses parents. Cf. Maurice Baran-Marszak, *Histoire d'un enfant caché du Nord. Familles entre amour et silence (1942-1947)*, Paris, éd. Le Manucrit, 2014.

⁷ Voir Monique Heddebaut, *op. cit.*

Les juifs arrêtés à Lille, ce 11 septembre 1942, ont bien été embarqués dans un train dont la destination était Malines, camp de transit et point de départ des transports de déportation des juifs de Belgique et du Nord/Pas-de-Calais vers Auschwitz. Des juifs arrêtés le même jour, à Valenciennes, à Lens, à Douai et dans les environs de ces villes, furent acheminés à Lille et firent partie du même convoi en partance vers Malines. Tous internés dans la caserne Dossin, ces juifs furent rapidement déportés par le convoi X qui partit de Malines le 15 septembre 1942⁸. Ce convoi emmenait 1048 personnes dont 264 enfants, pour moitié arrêtées dans le Nord de la France et en Belgique, il arriva le 17 septembre à Auschwitz⁹. À l'ouverture du camp, 17 personnes de ce convoi avaient survécu.

La phrase la plus cynique se lit en bas du rapport : « Aucun incident n'a été porté à ma connaissance ». Le commissaire de police vient d'effectuer une banale opération qui lui a donné peu de soucis : tout s'est bien passé !

Ou il est mal renseigné ou il ignore, car cela ne l'émeut pas, le désespoir des familles arrêtées, la peur des enfants et l'agitation dans la gare. En effet, des sauvetages avaient entravé la déportation mais les cheminots avaient effectivement agi discrètement et efficacement sans se faire remarquer. Le policier pouvait donc ne pas avoir connaissance, au soir de cette journée, des quelques sauvetages. Ou bien alors, peut-on espérer, s'il ne les ignorait pas, qu'il tentait de les cacher aux services préfectoraux.

⁸ Selon des listes non cotées, lorsque je les ai consultées, des archives du ministère de la Santé Publique et de la Famille, devenues archives de la Direction générale du Service des Victimes de la Guerre (SVG).

⁹ Serge Klarsfeld et Maxime Steinberg, *Mémorial de la déportation des juifs de Belgique*, édité par l'Union des Déportés Juifs en Belgique et filles et Fils de la Déportation, Bruxelles, 1982. Serge Klarsfeld inclut le convoi X du 15 septembre 1945 dans *Le mémorial de la déportation des juifs de France*, édité par Beate et Serge Klarsfeld, Paris, 1978, réédité en 2012. Il donne à ce convoi le n° 84 dans lequel se trouvent les personnes raflées dans le Nord de la France le 11 septembre.